

Questions orales

à l'aise devant de telles énormités. Le ministre a même ajouté qu'il s'agissait, selon lui, d'une estimation conservatrice qui pouvait même dépasser le million.

Ma question s'adresse au ministre des Affaires intergouvernementales. Des propos aussi farfelus ne compromettent-ils pas sérieusement la crédibilité même du ministre des Finances et ne sont-ils pas l'indice sérieux que la panique est bel et bien installée dans le camp fédéral?

L'hon. Marcel Massé (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre chargé du Renouveau de la fonction publique, Lib.): Monsieur le Président, le ministre des Finances a entièrement raison. Ce qu'il a mentionné, c'est qu'il y a un million d'emplois au Québec qui sont affectés par les industries d'exportation, y compris celles qui exportent dans le reste du Canada, et que la séparation du Québec causerait des problèmes considérables dans ce domaine.

Ce qu'il a dit est tout à fait exact et est soutenu par les statistiques. Cela indique quelles seraient les conséquences économiques extrêmement négatives d'une séparation du Québec.

M. Michel Gauthier (Roberval, BQ): Monsieur le Président, est-ce que le ministre des Affaires intergouvernementales n'acceptera pas de reconnaître que son collègue des Finances a nettement dépassé les bornes en adoptant une attitude aussi irresponsable, alors que sa responsabilité même de ministre des Finances, son premier devoir, c'est d'éviter toute déclaration susceptible de provoquer des conséquences négatives sur les marchés financiers?

L'hon. Marcel Massé (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre chargé du Renouveau de la fonction publique, Lib.): Monsieur le Président, le ministre des Finances a également comme devoir d'indiquer quelle est la vraie situation qui serait causée par une séparation du Québec.

Il lui appartient, dans son rôle, d'indiquer que la séparation, non seulement coûterait des centaines de milliers d'emplois, comme a dit le chef du comité du non, mais également qu'il y aurait un nombre très élevé d'emplois qui seraient affectés par les changements qui suivraient la séparation, en particulier le fait que, comme l'a dit le ministre des Finances, le Québec devrait renégocier son entrée dans l'ALENA et son entrée dans le successeur du GATT.

Ce sont des éléments qui vont causer des problèmes économiques considérables au Québec et, encore une fois, le ministre des Finances a le devoir de l'indiquer aux Québécois.

M. Michel Gauthier (Roberval, BQ): Monsieur le Président, le ministre des Affaires intergouvernementales ne réalise-t-il pas que le discours apocalyptique du ministre des Finances, qui a d'ailleurs laissé les conseillers en développement industriel très sceptiques, ne mène nulle part et que ce discours ressemble étrangement au discours que ces gens-là tenaient sur le libre-échange voilà quelques années, un discours qui s'est avéré par la suite complètement faux?

• (1420)

L'hon. Marcel Massé (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre chargé du Renouveau de la fonction publique, Lib.): Monsieur le Président, les partisans du comité du oui, ce qui inclut le Bloc québécois, veulent faire croire aux Québécois que la séparation va se faire sans dommages, sans conséquences économiques négatives, sans affecter les relations du Québec avec le reste du Canada, avec les États-Unis, avec le Mexique.

Or, c'est faux et ce n'est pas suffisant d'avoir une baguette magique et de dire «Pouf! Les problèmes disparaissent» pour qu'ils disparaissent.

Des voix: Oh, oh!

M. Massé: La vérité est que la séparation va créer des problèmes énormes, va affecter l'investissement au Québec, les emplois et les exportations. Il est important, malgré ce que dit le Bloc, malgré ce que dit le PQ, que la vérité ressorte et que les Québécois sachent pour le 30 octobre quels sont les vraies conséquences de la séparation.

M. Stéphane Bergeron (Verchères, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires intergouvernementales.

Pour tenter d'étoffer son discours apocalyptique, le ministre des Finances a prétendu que les entreprises québécoises ne pourraient plus exporter aux États-Unis, comme si une véritable muraille de Chine allait être érigée autour du Québec.

Le ministre ne reconnaît-il pas qu'au lendemain d'un oui, les entreprises américaines et canadiennes ne voudront pas perdre leur accès privilégié aux marchés québécois et que c'est cette réalité incontournable qui rend complètement insensé le scénario apocalyptique du ministre des Finances?

L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement, Lib.): Monsieur le Président, c'est évident qu'advenant une victoire du oui, il n'y a aucune garantie à ce sujet.

M. Stéphane Bergeron (Verchères, BQ): Monsieur le Président, la vice-première ministre devrait savoir que les Américains vont chercher, au lendemain d'un oui, la stabilité de leurs échanges commerciaux avec le Canada et le Québec.

Le ministre ne convient-il pas que rien ne peut garantir mieux la stabilité que rechercheront les États-Unis et le Canada lui-même que l'adhésion du Québec à l'ALENA dans un court délai, comme l'ont d'ailleurs déjà affirmé plusieurs spécialistes américains?

L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement, Lib.): Monsieur le Président, rien ne peut garantir la stabilité économique et commerciale du Canada qu'un non à la séparation.

Aujourd'hui, des chiffres sont sortis: au mois d'août, à l'intérieur du Canada, il y a eu un record historique au niveau du commerce extérieur.

[Traduction]

Au mois d'août, l'augmentation des exportations réelles du Canada vers d'autres pays du monde a atteint un niveau record.